

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 869

[2007/200552]

1^{er} FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une Cellule fiscale de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création de la Cellule fiscale de la Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon;

Considérant que, dans un souci d'équité entre les membres du personnel des différentes cellules du Gouvernement wallon, à la suite de la création ou de la modification du statut des autres cellules de la Région wallonne et à la suite de la réforme opérée par le récent arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, il y a lieu d'harmoniser d'urgence les règles administratives et pécuniaires régissant le personnel de la Cellule fiscale avec celles applicables au personnel des cabinets et des autres cellules, pour ne pas léser le personnel de la Cellule fiscale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} février 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de procéder d'urgence à ces modifications en vue d'assurer la continuité du fonctionnement de ladite Cellule et ainsi respecter les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon en termes d'exercices de compétences fiscales;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002, portant création de la Cellule fiscale de la Région wallonne, est complété par un 8^o, rédigé comme suit :

« 8^o assister les institutions wallonnes dans la confection et l'exécution de leur politique fiscale et leur procurer une assistance opérationnelle, en ce compris l'étude de toute problématique fiscale ressortissant des compétences de la Région wallonne. »

Art. 2. A l'article 4, alinéa 2, du même arrêté, le mot "trimestriellement" est supprimé.

Art. 3. A l'article 5, § 2, du même arrêté, le *d*) est remplacé par la disposition suivante :

« *d*) deux agents de niveau 2+. »

Art. 4. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 9, il est alloué aux agents de la Cellule visée à l'article 1^{er} qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des Ministères :

A4 ou A5 pour le personnel de niveau 1;

B1 pour le personnel de niveau 2+.

§ 2. Les agents de niveau 2+, visés au § 1^{er} du présent article bénéficient d'un supplément d'allocation équivalent au supplément d'allocation prévu pour le personnel d'exécution, ou les attachés à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 3. Les membres du personnel de la Cellule fiscale, visés au présent article, bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation tenant lieu de traitement a été fixée.

L'ancienneté pécuniaire proméritee pouvant leur être accordée correspond à l'ancienneté cumulée qu'ils ont acquise dans le secteur public, majorée, s'il échet, de la durée des prestations accomplies dans le secteur privé à concurrence de six ans maximum.

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au personnel de la Cellule, le Ministre du Budget peut majorer les allocations tenant lieu de traitement dont question au présent article. »

Art. 5. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1^{er}. Il est accordé aux agents détachés à la Cellule une allocation, un supplément d'allocation dont le montant annuel est fixé aux articles 11 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 et déterminé comme suit :

1^o les agents visés à l'article 5, § 2, literas *a*), *b*) et *c*), bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les conseillers ou les attachés par les articles 11 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

2^o les agents visés à l'article 5, § 2, litera *d*), bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les agents d'exécution ou les attachés par les articles 11 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

§ 2. Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués à la Cellule, le Ministre du Budget peut majorer les allocations du § 1^{er}.

§ 3. La situation pécuniaire des agents de la Cellule qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartient toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue à l'article 9, lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution de l'agent de la Cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables aux agents de la Cellule dans leur organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue à l'article 9 qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1^o lui seraient applicables. »

Art. 6. A l'article 12 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 2, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 22, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon :

a) à l'indemnité de conseiller ou d'attaché pour les agents de niveau 1 visé à l'article 5, § 2, literas a), b) et c);

b) à l'indemnité de personnel d'exécution ou d'attaché pour les agents de niveau 2+ visés à l'article 5, § 2, litera d).

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier. »;

2^o il est ajouté des § 3 à § 7, rédigés comme suit :

« § 3. Par dérogation au § 1^{er}, les membres du personnel de la Cellule qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation de la Cellule peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre du Budget et des Finances et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et peut être prorogée de mois en mois. La classe d'abonnement est déterminée par le grade dont le membre du personnel est revêtu. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 4. Par dérogation au § 1^{er}, les agents de la Cellule peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre du Budget et mentionnant les motifs de la dérogation.

Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

§ 5. Dans les limites des crédits budgétaires de la Cellule, le Ministre du Budget et des Finances fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux membres du personnel de la Cellule qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le Code de la Fonction publique wallonne pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an et par bénéficiaire. Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant des déplacements. »

§ 6. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communications des agents de la Cellule peuvent être portés à charge de la Cellule, sur base de pièces justificatives.

§ 7. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et l'Internet et les frais de communication des membres du personnel de la Cellule sont réglés par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des ministres du Gouvernement wallon. »

Art. 7. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14 § 1^{er}. Le Ministre du Budget et des Finances peut accorder une allocation forfaitaire de départ suivant les conditions et modalités reprises à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon 2006 relatif aux cabinets des ministres du Gouvernement wallon.

§ 2. Une allocation compensatoire visée à l'article 373, § 2, du Code de la Fonction publique wallonne, est octroyée aux membres du personnel de la Cellule visés à l'article 7, § 1^{er}, conformément aux dispositions prévues par l'article 26, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des ministres du Gouvernement wallon. »

Art. 8. A l'article 16 du même arrêté, les mots "5.000 euros" sont remplacés par les mots "5.500 euros".

Art. 9. Il est inséré dans le même arrêté un article 18bis rédigé comme suit :

« Art. 18bis. Un comptable extraordinaire est désigné parmi les membres du personnel de la Cellule. Des avances de fonds lui sont consenties dans le respect des plafonds fixés dans le dispositif du budget général des dépenses de la Région wallonne pour les comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas 5.500 euros hors T.V.A. »

Art. 10. A l'article premier du même arrêté, le mot "provisoire" est supprimé.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2007.

Art. 12. L'article 4 du présent arrêté ne fait pas obstacle au maintien, postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, de l'ancienneté pécuniaire reconnue aux agents de la Cellule avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 869

[2007/200552]

1. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Gründung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, so wie abgeändert, insbesondere des Artikels 87 § 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Gründung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2005 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die für das Personal der Zelle "Steuerwesen" geltenden administrativen und Besoldungsregeln mit denen, die auf das Personal der Kabinette und der anderen Zellen anwendbar sind, schnell zu harmonisieren, dies um eine größere Gleichstellung zwischen den Mitgliedern des Personals der verschiedenen Zellen der Wallonischen Regierung infolge der Einrichtung bzw. Abänderung des Statuts der anderen Zellen der Wallonischen Region und der durch den rezenten Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung durchgeführten Reform zu gewährleisten;

Aufgrund des am 29. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. Februar 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, diese Abänderungen rasch vorzunehmen, um die Kontinuität des Funktionierens der besagten Zelle zu sichern und so die durch die Wallonische Regierung in Sachen Ausübung von fiskalen Befugnissen verfolgten Zielsetzungen einzuhalten;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Gründung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region wird um einen wie folgt verfassten Punkt 8^o ergänzt:

«8^o die wallonischen Einrichtungen bei der Erstellung und der Durchführung ihrer Steuerpolitik unterstützen und ihnen eine funktionelle Hilfe leisten, dies einschließlich der Untersuchung jeglicher Steuerproblematik, die im Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region liegt.»

Art. 2 - In Artikel 4 Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Alle drei Monate" gestrichen.

Art. 3 - In Artikel 5 § 2 desselben Erlasses wird Buchstabe *d*) durch folgende Bestimmung ersetzt:

«*d*) zwei Bediensteten der Stufe 2+.»

Art. 4 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - § 1 - Unbeschadet des Artikels 9 wird den Bediensteten der in Artikel 1 erwähnten Zelle, die keine Mitglieder des Personals der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen sind, eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt, die gemäß den weiter unten stehenden, auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

A4 oder A5 für das Personal der Stufe 1;

B1 für das Personal der Stufe 2+;

§ 2 - Den in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Bediensteten der Stufe 2+ wird eine zusätzliche Zuwendung gewährt, die der zusätzlichen Zuwendung entspricht, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für das Ausführungspersonal oder für die Attachés vorgesehen ist.

§ 3 - Die im vorliegenden Artikel erwähnten Mitglieder des Personals der Zelle "Steuerwesen" haben Anspruch auf Zwischengehälter, die Besoldungsdienstaltersstufen entsprechen und sich aus Zwischenerhöhungen ergeben, die in der Stufe, in der ihre das Gehalt ersetzende Zuwendung festgelegt worden ist, vorgesehen sind.

Das Besoldungsdienstalter, das ihnen gewährt werden kann, entspricht ihrem zusammengezählten gesamten Dienstalter im öffentlichen Sektor, dem ggf. die Dauer der im privaten Sektor erfüllten Leistungen bis höchstens sechs Jahre hinzurechnet werden kann.

Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister des Haushalts berechtigt, diese im vorliegenden Artikel erwähnten und Gehälter ersetzenden Zuwendungen im Rahmen der dem Personal der Zelle erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.»

Art. 5 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 9 - § 1 - Den in die Zelle abgeordneten Bediensteten wird eine Zuwendung, eine Zuwendungszulage gewährt, deren jährlicher Betrag in den Artikeln 11 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 festgesetzt ist und der wie folgt bestimmt wird:

1° den in Artikel 5, § 2, unter *a)*, *b)* und *c)* erwähnten Bediensteten wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die in den Artikeln 11 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für die Berater bzw. Attachés vorgesehen ist.

2° den in Artikel 5, § 2, unter *d)* erwähnten Bediensteten wird eine jährliche Zuwendung gewährt, die der Kabinettszuwendung entspricht, die in den Artikeln 11 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für das Ausführungspersonal bzw. die Attachés vorgesehen ist;

§ 2 - Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister des Haushalts berechtigt, die in § 1 erwähnten Zuwendungen im Rahmen der zu diesem Zweck der Zelle erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

§ 3 - Die finanzielle Stellung der Personals der Zelle, das, ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, dennoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer in dem Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehört, wird folgendermaßen geregelt:

1° falls der Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Betroffene die in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehene, ggf. erhöhte jährliche Zuwendung; falls der Arbeitgeber das Gehalt einfordert, zahlt die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle die Besoldung des Personalmitglieds, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den auf dieses Mitglied innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts aussetzt, erhält der Betroffene eine als Gehalt geltende jährliche Zuwendung, die um die in Artikel 9 vorgesehene jährliche Zuwendung erhöht wird. Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als die Besoldung, die um die Gehaltszulagen, Prämien und unterschiedlichen Entschädigungen im weiteren Sinne und um die Zuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die in Punkt 1 erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.»

Art. 6 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 2 werden die Absätze 2 bis 5 durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 22 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Vergütungen festgesetzt:

a) die Entschädigung eines Beraters oder eines Attachés für die in Artikel 5 § 2 Buchstaben *a)*, *b)* und *c)* erwähnten Bediensteten der Stufe 1;

b) die Entschädigung des Ausführungspersonals oder des Attachés für die in Artikel 5 § 2 Buchstabe *d)* erwähnten Bediensteten der Stufe 2+.

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die 30 Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.»;

2° §§ 3 bis 7 mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

«§ 3 - In Abweichung von § 1 können die Mitglieder des Personals der Zelle, deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts der Zelle befindet, ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem Minister des Haushalts und der Finanzen ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und kann jeden Monat verlängert werden. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad des Bediensteten bestimmt. Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass er in eine Abonnementsklasse eingestuft wird, die niedriger ist als diejenige, auf die der Bedienstete in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 4 - In Abweichung von § 1 können die Bediensteten der Zelle ausnahmsweise einen finanziellen Gegenwert erhalten, der der Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel zwischen Wohnsitz und Arbeitsplatz entspricht unter Vorbehalt einer in diesem Fall von dem Minister des Haushalts ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden.

Dieser finanzielle Gegenwert wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

§ 5 - Im Rahmen der Haushaltsmittel der Zelle bestimmt der Minister des Haushalts und der Finanzen die individuelle Kilometeranzahl, die den Personalmitgliedern der Zelle, die erlaubt werden können, unter den in dem Kodex des öffentlichen Dienstes für die Beamten, denen sie gleichgestellt werden, vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu benutzen, jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf jedoch 12 000 km pro Jahr und pro Berechtigten nicht überschreiten. Die Rückzahlung kann nur auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung erfolgen, der die Belege zur Bescheinigung, dass die Fahrten stattgefunden haben, beigelegt werden.

§ 6 - Die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der Bediensteten der Zelle können von der Zelle auf der Grundlage von Belegen übernommen werden.

§ 7 - Die Modalitäten in Bezug auf den Erwerb und die Verwendung der Funktions- und Dienstfahrzeuge, die Modalitäten in Bezug auf die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der Mitglieder des Personal der Zelle werden durch das in Artikel 1 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnte Rundschreiben der Wallonischen Regierung geregelt.»

Art. 7 - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 14 - § 1 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen kann eine pauschale Abgangsentschädigung gemäß den in Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnten Bedingungen und Modalitäten gewähren.

§ 2 - Eine in Artikel 373 § 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnte Ausgleichszuwendung wird den in Artikel 7 § 1 erwähnten Mitgliedern der Zelle gemäß den in Artikel 26 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Bestimmungen gewährt.

Art. 8 - In Art. 16 desselben Erlasses wird der Wortlaut "5.000 Euro" durch den Wortlaut "5.500 Euro" ersetzt.

Art. 9 - In denselben Erlass wird ein Artikel 18*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 18*bis* - Ein außerordentlicher Rechnungsführer wird unter den Mitgliedern des Personals der Zelle benannt. Geldvorschüsse werden ihm unter Einhaltung der im Wortlaut des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für die außerordentlichen Rechnungsführer des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen festgesetzten Höchstbetragsgrenzen gewährt, um Forderungen bis zu 5.500 Euro ohne MwSt zu zahlen.»

Art. 10 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "vorläufige" gestrichen.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam.

Art. 12 - Artikel 4 des vorliegenden Erlasses verhindert nicht die Erhaltung des Besoldungsdienstalters, auf das die Bediensteten der Zelle vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses Anspruch hatten, nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

Art. 13 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Februar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 869

[2007/200552]

1 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een Fiscale Cel van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;
Gelet op de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een Fiscale Cel van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2005 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Overwegende dat de administratieve en geldelijke regels die het personeel van de Fiscale Cel regelen vanuit een streven naar billijkheid tussen de personeelsleden van de onderscheiden cellen van de Waalse Regering, na de oprichting of de wijziging van het statuut van de andere cellen van het Waalse Gewest en na de hervorming via het recente besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, moeten worden geharmoniseerd met de regels die van toepassing zijn op het personeel van de kabinetten en de andere cellen om het personeel van de Fiscale Cel niet te benadelen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 januari 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 februari 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat deze wijzigingen dringend doorgevoerd dienen te worden om de continuïteit in de werking van genoemde Cel te verzekeren en zo de doelstellingen die door de Waalse Regering worden nagestreefd in termen van fiscale bevoegdheden na te leven;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een Fiscale Cel van het Waalse Gewest wordt aangevuld met een nr. 8, luidend als volgt :

« 8° dat bijstand wordt verleend aan de Waalse instellingen bij het bepalen en het uitvoeren van hun fiscale beleid en dat hen een operationele bijstand wordt verleend, met inbegrip van het onderzoek naar elk fiscaal vraagstuk dat onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest valt. »

Art. 2. In artikel 4, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "elk kwartaal" geschrapt.

Art. 3. In artikel 5, § 2, van hetzelfde besluit wordt *d)* vervangen door volgende bepaling :

« *d)* twee personeelsleden van niveau 2+. »

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 7. § 1. Onverminderd artikel 9 wordt aan de personeelsleden van de cel bedoeld in artikel 1 die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten, of, meer algemeen, van elke openbare dienst, een als wedde geldende kabinetstoelage verleend waarvan het bedrag vastligt in de hierna vermelde schalen van toepassing op het personeel van de ministeries :

A4 of A5 voor het personeel van niveau 1;

B1 voor het personeel van niveau 2+.

§ 2. De personeelsleden van niveau 2+, bedoeld in § 1 van dit artikel, genieten een bijkomende toelage die gelijkstaat met de bijkomende toelage voor het uitvoerend personeel, of de attachés in artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 3. De in dit artikel bedoelde personeelsleden van de Fiscale Cel genieten de tussenwedden die met weddetrappen van geldelijke anciënniteit overeenkomen en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen voorzien in de schaal waarin hun als wedde geldende kabinetstoelage is vastgesteld.

De geldelijke anciënniteit die hen kan worden toegekend, wordt berekend volgens de samengevoegde anciënniteitsjaren die zij in de overheidssector verworven hebben, in voorkomend geval, vermeerderd met de duur van de prestaties verricht in de privésector ten belope van hoogstens 6 jaar.

Bij gemotiveerde beslissing kan de Minister van Begroting, met de toestemming van de Minister-President, binnen de perken van de aan het personeel van de Cel toegekende begrotingskredieten, de als wedde geldende toelagen waarvan sprake in dit artikel verhogen. »

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 9. § 1. Er wordt aan de personeelsleden die gedetacheerd worden naar de cel, een toelage, een bijkomende toelage verleend waarvan het jaarlijks bedrag bepaald wordt in de artikelen 11 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006, berekend als volgt :

1° de personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2, literae *a)*, *b)* en *c)* genieten een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage bepaald voor adviseurs of attachés bij de artikelen 11 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

2° de personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2, litera *d)* genieten een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage bepaald voor uitvoerende personeelsleden of attachés bij de artikelen 11 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 2. Bij gemotiveerde beslissing, met de toestemming van de Minister-President, kunnen die toelagen uit § 1 worden verhoogd door de Minister van Begroting binnen de perken van de aan de Cel toegekende begrotingskredieten.

§ 3. De bezoldigingstoestand van de personeelsleden van de Cel die zonder deel uit te maken van de Regeringsdiensten evenwel ressorteren onder een Ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1° indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, verkrijgt de betrokkene de in artikel 9 bedoelde jaarlijkse toelage; indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt het Waalse Gewest de wedde van het personeelslid van de Cel terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden in hun dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt de betrokkene een jaarlijkse toelage, die als wedde geldt, verhoogd met de jaarlijkse toelage bepaald in artikel 9, die evenwel niet hoger of lager mag zijn dan de bezoldiging vermeerderd met de bijkomende wedde, premies en allerlei vergoedingen in ruime zin en de toelage die de betrokkene zou krijgen indien hij onder de sub 1° vermelde bepalingen zou vallen. »

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden leden 2 tot en met 5 vervangen door volgende leden :

« Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald met verwijzing naar de vergoedingen bepaald bij artikel 22, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering :

a) de vergoeding voor een adviseur of attaché voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 5, § 2, literae a), b) en c);

b) de vergoeding voor uitvoerend personeel of attaché voor de personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 5, § 2, litera d).

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiseerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens 30 kalenderdagen afwezigheid. »;

2° er worden §§ 3 tot en met 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. In afwijking van § 1 hebben de personeelsleden van de Cel van wie de woonplaats en de administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van de Cel liggen, recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de Minister van Begroting en Financiën en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt. Die maatregel mag niet inhouden dat de personeelsleden ingedeeld worden in een lagere klas dan die welke ze genieten in hun oorspronkelijke bestuur.

§ 4. In afwijking van § 1 kunnen de personeelsleden van de Cel afwijkingshalve aanspraak maken op een financiële tegenwaarde die gelijk is aan de werkgeversbijdrage in de kosten van het openbaar vervoer tussen woon- en werkplaats. In dit laatste geval moeten ze beschikken over een bijzondere machtiging van de Minister van Begroting waarin de redenen van de afwijking opgegeven worden.

De financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd.

§ 5. Binnen de perken van de begrotingskredieten van de Cel bepaalt de Minister van Begroting en Financiën het individuele kilometercontingent dat jaarlijks moet worden toegekend aan de andere personeelsleden van de Cel die ertoe kunnen worden gemachtigd hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken in het belang van de dienst onder dezelfde voorwaarden als die welke waarin is voorzien bij de Waalse Ambtenarencode voor de ambtenaren met wie ze zijn gelijkgesteld. Dit contingent mag echter niet hoger zijn dan 12 000 km per jaar per begunstigde. De terugbetaling geschiedt pas na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsverklaring die gestaafd wordt door bewijsstukken waaruit de verplaatsingen om dienstredenen blijken. »

§ 6. De abonnementskosten voor het vaste en het draadloze telefoonnet, fax en internet en de gesprekskosten van de personeelsleden van de Cel komen op rekening van de Cel, op grond van bewijsstukken.

§ 7. De nadere regels voor de aankoop en het gebruik van ambts- en dienstvoertuigen, de nadere regels voor de bijdrage in de abonnementskosten voor het vaste en het mobiele telefoonnet, fax en internet en de gesprekskosten van de personeelsleden van de Cel worden geregeld bij de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering. »

Art. 7. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 14. § 1. De Minister van Begroting en Financiën kan een forfaitaire vertrektoelage toekennen volgens de voorwaarden en de nadere regels bedoeld in artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 2. Een compenserende toelage als bedoeld in artikel 373, § 2, van de Waalse Ambtenarencode wordt toegekend aan de personeelsleden van de Cel bedoeld in artikel 7, § 1, overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering. »

Art. 8. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden "5.000 euro" vervangen door de woorden "5.500 euro".

Art. 9. Een artikel 18bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 18bis. Er wordt een buitengewoon rekenplichtige aangewezen onder de personeelsleden van de Cel. Er worden hem voorschotten verleend met inachtneming van de maximumbedragen vastgesteld in het beschikkende gedeelte van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer ter betaling van de schuldvorderingen die 5.500 euro, BTW niet meegerekend, niet overschrijden. »

Art. 10. In artikel één van hetzelfde besluit wordt het woord "voorlopige" geschrapt.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2007.

Art. 12. Artikel 4 van dit besluit belet niet de handhaving, na inwerkingtreding van dit besluit, van de geldelijke anciënniteit die aan de personeelsleden van de Cel erkend is vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 13. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 februari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN